

Dividendes formidables, salaires fort minables

La situation en Isère

ASCOMÉTAL

SOITEC

GAZ ELECTRICITE GRE-
NOBLE

CONSEIL GÉNÉRAL

CHIMIE

SANTÉ...

À LIRE AU VERSO

Dans le privé comme dans le public, la politique du bâton

Le MEDEF et le gouvernement prétendent que c'est à cause des salaires et de ce qu'ils appellent les « charges » sociales et des impôts que nos entreprises ne seraient plus compétitives sur le marché mondial.

Les politiques d'austérité se succèdent, pour réduire les « dépenses publiques ».

En fait, l'argent public est réorienté vers les subventions aux entreprises privées, sans contrepartie en matière de salaires ou d'emploi ! Au lieu de favoriser des investissements, cet argent sert parfois à licen-

cier... ou à verser des dividendes aux actionnaires.

Les seuls gagnants sont, pour l'instant, les privilégiés : les 500 plus grosses fortunes du pays ont augmenté de 25% en 2012 !

En Isère, c'est la même politique qui est menée. Le Conseil Général subventionne des grands projets : 14 millions au Center Parc en forêt des Chambarands, 25 millions pour NANO 2017... Pour ne pas augmenter les impôts, il faut sacrifier les missions de service public : 150 postes supprimés au Conseil Gé-

néral, augmentation du temps de travail des pompiers, centres médico-sociaux fermés en semaine faute de moyens humains...

Les personnels concernés ont manifesté les 12 et 27 décembre ; M. Vallini, président du Conseil Général de l'Isère, est fier d'avoir « fait preuve de fermeté » avec les manifestants en demandant l'intervention des forces de l'ordre

Bilan : deux pompiers ont été gravement blessés. Leur seul tort : manifester.



MANIFESTATION

avec APPEL à la
GREVE

Judi 6 février
2014

10h

Place de Verdun
Grenoble
(Préfecture)



Des entreprises et des services publics en danger

GEG (Gaz Electricité de Grenoble)

GEG est une Société d'économie mixte détenue par la Mairie de Grenoble et GDF-SUEZ. Le « plan de performance » décidé par la Direction met en danger la qualité du Service Public, du fait des changements d'horaires et d'astreinte (fin des 3x8), des externalisations et de plus de 60 suppressions d'emploi.

Ascométal, Le Cheylas

Longtemps classé numéro un des aciers à ressort, Ascométal a employé jusqu'à 800 salariés en Isère, mais risque de fermer en 2014. Le Groupe Ascométal est géré de manière purement financière, et le

Chimie à Pont de Claix

L'usine chimique Vencorex à Pont de Claix « réorienterait sa production » avec, au passage, 300 suppressions d'emplois directs, sans compter des centaines d'autres chez ses sous-traitants et ses clients. L'Etat et la Métro ont pourtant investi plus de 4 millions € pour ce que site soit mis aux normes de sécurité. C'est l'avenir même de la chimie en Isère qui est en jeu.

site du Cheylas a été déconstruit atelier par atelier pour éviter un conflit qui dépasserait la Direction.

Soitec, Bernin

L'Etat détient 13% du capital et subventionne la R&D de Soitec via OSEO et le

Santé

Le budget d'austérité 2014 de la sécurité sociale, basé une nouvelle fois sur le sceau de l'austérité n'est pas sans conséquences dans notre département et pour les salariés :

- fermeture de lits d'hospitalisation à l'hôpital de St Egrève.
- démantèlement de l'hôpital de Voiron
- fermeture d'un quart des blocs opératoires au CHU de Grenoble
- Etc. etc. etc.

Crédit Impôt Recherche... Ce qui n'empêche pas cette société d'enchaîner les plans sociaux. Près de 300 postes ont été supprimés sur le site de Bernin (Isère).

L'analyse et les propositions de la CGT

Depuis 1980, la part consacrée aux dividendes dans la richesse produite en France est passée de 5 à 25% au détriment, en particulier, de la part consacrée aux salaires qui a d'abord baissé, puis stagné depuis entre 65 et 70%. De plus, la part consacrée aux investissements diminue régulièrement, inférieure depuis 2003 aux dividendes versés, ce qui est

lourd de conséquences pour l'avenir de l'industrie dans notre pays. La politique des gouvernements successifs visant à une diminution constante du coût du travail pour les entreprises est d'autant plus inacceptable.

La CGT propose de **revaloriser les salaires pour répartir plus justement la richesse de notre pays.**

Cela permettra entre autres de réduire les inégalités H/F, et d'avoir une fiscalité plus juste.

***SMIC à 1700 €**

***Dégeler la valeur du point d'indice des fonctionnaires**

***Ouvrir des négociations dans les branches et les entreprises**

*** Création d'une instance de contrôle des subventions publiques.**